



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pauvreté

Question au Gouvernement n° 3916

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Guy Delcourt, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Guy Delcourt. Madame la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, Jean-Paul Delevoye, membre influent de l'UMP, président du Conseil économique, social et environnemental, estime aujourd'hui entre 12 à 15 millions le nombre de personnes qui, en fin de mois, sont en déficit de 50 à 150 euros. Étienne Pinte, député UMP des Yvelines et président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, confirme que les résultats ne sont pas à la hauteur des besoins des publics les plus défavorisés.

Ces propos qui émanent d'élus de la majorité présidentielle sont sans équivoque quant à l'action du Président de la République dans ce domaine. Plutôt que d'honorer sa promesse d'octobre 2007 à la suite de laquelle il demandait à votre gouvernement de réduire d'au moins un tiers la pauvreté durant son quinquennat, il a privilégié le monde de la finance aux dépens des 8 millions de Français victimes de la précarité.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et dressent un triste bilan de votre action. À titre d'exemple : 25 % des travailleurs ne gagnent que 750 euros par mois. Que dire de ceux qui sont au chômage ? Et - on n'en parle pas assez - près d'un quart des jeunes femmes isolées vivent sous le seuil de pauvreté.

Ces derniers jours ont de nouveau démontré l'urgence à agir. Les moins riches des Français dépensent 40 % de leur budget à se loger dans le secteur privé. Les sans-abris sont toujours plus nombreux à chercher un toit pour la nuit. Et les queues s'allongent aux points de distribution de repas mis en place par les associations humanitaires obligées de compenser les absences d'un État qui ne peut à la fois nourrir les banquiers et les pauvres. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Claude Goasguen. Ça suffit !

M. Guy Delcourt. Et l'on peut penser que la situation va se détériorer avec la taxation des mutuelles de santé, la réduction des indemnités pour les accidentés du travail, avec le nouveau tour de vis touchant les retraités et les assurés sociaux ou encore avec la TVA sociale.

Face à ce constat accablant, madame la ministre, soyez moins arrogante avec vos leçons de sincérité et d'honnêteté que vous rabâchez ici même à l'adresse des élus de la gauche ! *(Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.)* Qui a échoué ? Vous-mêmes, la majorité parlementaire, Nicolas Sarkozy, ou les trois ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, je ne partage absolument pas votre diagnostic. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

M. Jean-Pierre Brard. Quelle surprise !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Jamais un Gouvernement n'a autant fait pour les plus fragiles des Français. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)* Nous avons fait un véritable bouclier social qui s'appelle le revenu de solidarité active. Nous l'avons d'ailleurs mis en place avec quelqu'un qui n'était pas de la majorité présidentielle, Martin Hirsch,...

M. Jean-Paul Bacquet. Qui est allé à la soupe !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. ...qui est venu nous aider parce qu'il croyait que c'était un beau projet, un projet social, une avancée sociale. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Claude Goasguen. Souhaitez-vous donc le supprimer, chers collègues de l'opposition ?

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Une évaluation indépendante récente nous révèle que, grâce au RSA, 150 000 de nos compatriotes sont sortis du seuil de pauvreté.

Plusieurs députés du groupe SRC. Et les autres ?

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Alors reconnaissez-le, monsieur Delcourt !

Par ailleurs, les minima sociaux ont augmenté de manière inédite pendant ce quinquennat. Nous avons augmenté le minimum vieillesse de 25 %. C'était l'engagement du Président de la République, nous l'avons tenu. (*Exclamations continues sur les bancs du groupe SRC.*) Nous avons augmenté de 25 % l'allocation d'adulte handicapé. C'était l'engagement du Président de la République, il a été tenu. Nous avons augmenté de 37 % les dépenses de protection sociale du budget de l'État.

Jamais les filets de protection sociale n'ont été aussi fort dans notre pays, jamais, monsieur le député.

(*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Et vous seriez bien en peine de trouver un seul dispositif qui aurait été sacrifié par le Gouvernement, car il n'y en a pas eu ! Nous avons lutté contre le chômage (*Nouvelles exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) et nous continuerons avec la baisse du coût du travail parce que là où vous avez raison, monsieur le député, c'est que le chômage est la première source de précarité. Et pour lutter contre le chômage, il faut baisser le coût du travail, il faut conclure des accords de compétitivité, il faut encourager l'activité partielle. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Guy Delcourt](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (13^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3916

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 février 2012